

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Harcelement-et-chute-La-feuille-de-route-du-plan-Bannon>

Argentine : « Harcèlement et chute » La feuille de route du plan Bannon

- Notre Amérique - Guerre invisible -

Date de mise en ligne : mercredi 22 juillet 2020

Description :

Argentine : « Harcèlement et chute » La feuille de route du plan Bannon. La manoeuvre de déstabilisation contre le Gouvernement argentin avance à un bon rythme...

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La rencontre à Asunción des entrepreneurs de la construction Maurizio Macri (ex président) et Horacio Cartes comporte trois aspects :

1.- La défense dans les procédures judiciaires auxquelles tous deux sont confrontés pour leur rôle dans l'[Opération Lava Jato](#), et qui sont détaillées [dans cette édition du Cohete](#) De plus, Macri est préoccupé par les enquêtes sur le *Correo Argentino* et les péages des autoroutes, comme l'a transmis au président Fernández, après le dernier coup de coude, l'intelligent cousin de Macri et maire de Vicente López : Jorge, le fils de *Tonino*, dont la relation conflictuelle avec Franco a été héritée de ses aînés ;

2.- Les affaires en suspens, liées à l'accord que tous deux ont signé en tant que présidents pour solder les comptes entre les deux pays pour la construction du barrage Yacyretá, que Menem a marqué à jamais comme un monument à la corruption. Cela comprend également la construction d'un autre barrage complémentaire, Aña Cua. Le Congrès paraguayen a ratifié les accords, mais il va être difficile que l'Argentine le fasse. Comme l'Argentine a versé sa quote-part correspondant au Paraguay, depuis 1992, une dette de 10 milliards de dollars au titre des intérêts s'est accumulée. Le Brésil n'a pas abandonné sa part, Macri l'a effacé en 2017, mais il n'a jamais expliqué la raison d'une telle générosité. Ni Conmebol, ni la FIFA, ni la sortie de la pandémie, que tous deux ont mentionné, n'expliquent la présence lors de la rencontre ex-présidentielle de l'état major de la banque Cartes, BASA, ex Amambay, où a été déposée une partie des 122 millions de dollars issus de la vente de *Vicentin* à *Glencore*, des 16,66% du paquet d'actions de *Renova*. En 2007, l'ambassadeur étasunien, James Cason, a informé son gouvernement que 80% de l'argent blanchi au Paraguay y était dépensé. Trois ans plus tard, l'ambassadeur en Argentine, Vilma Socorro Martínez, a détaillé une réunion tenue au Panama par des agents de la DEA, l'agence US pour le contrôle des armes, du tabac, de l'alcool et des explosifs (oui, tout en un), des plus grandes entreprises de tabac et d'un procureur de New York pour faire face à la contrebande de cigarettes attribuée à Cartes. Les deux sujets apparaissent dans les dépêches secrètes révélées par Julian Assange, qui est pour cela emprisonné à Londres, sous la menace d'une extradition.

3.- Le lancement en Argentine du groupe continental d'extrême droite aurait lieu le 17 août, avec une mobilisation que ses organisateurs imaginent d'un million de personnes. Les *trolls* ont déjà commencé à le faire savoir, en même temps qu'on tente de déclencher une panique bancaire, avec de fausses annonces sur la confiscation des dollars et des pesos déposés dans les banques. En outre, on tente d'installer l'hypothèse d'une démission du président Alberto Fernández, et de son remplacement par la vice-président CFK, qui réveille tous les démons de l'anti-péronisme le plus irréductible, qui est réapparu avec la même virulence des années 1950 et 2000, malgré la tentative présidentielle de se situer dans un *alfonsinisme* conciliant. L'auteur est Daniel Sabsay, le même avocat qui a obtenu une *standing ovation* lors d'une réunion du patronat lorsqu'il a crié que Cristina devait montrer son diplôme de droit, qui avait déjà été vu par deux juges. Et il ne s'est pas excusé, ni n'a dit que quelqu'un l'avait manipulé, comme l'a fait la belle Juana Viale.

Au retour de Macri en Argentine (sans photos montrant s'il a ramené la mallette pleine de documents, dont il ne s'est pas séparé même à l'intérieur de la résidence de Cartes) ont été mis en place des mécanismes similaires à ceux utilisés en 2014 et qui ont usé le gouvernement CFK, afin de permettre à Macri d'accéder à la présidence. Si l'opération échouait et que le gouvernement subsiste, de toutes façons cela servirait encore à conditionner ce que sera la nouvelle normalité, après la pandémie et le rôle que l'État assumera alors.

Le plan de Steve Bannon

Celui qui tente de donner de la cohésion à une nouvelle *internationale autoritaire* est [Steve Bannon](#), ancien officier de marine, ancien banquier, ancien alcoolique récupéré grâce aux exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola [\[1\]](#), et l'un des créateurs de « [Cambridge Analytica](#) », la société qui a conseillé entre autres Donald Trump, Viktor Orban, Marine Le Pen, Mateo Salvini, l'[Alternative for Germany](#) et Jair Bolsonaro dans leurs campagnes respectives, en fonction de la segmentation des publics permise par le *Big Data* et de diffuser de fausses nouvelles

au goût de tous. Il l'a également fait en Argentine en 2015, comme son président, Alexander Nix, l'a admis devant le Parlement britannique. Mais alors Bannon n'avait pas un dixième de l'importance mondiale qu'il a acquise plus tard.

Dans un [reportage](#) du journal chilien pinochiste, *El Mercurio*, Bannon a déclaré qu'il s'agissait de la croisade révolutionnaire d'un capitalisme populaire, dont il avait pris soin d'exposer la nature.

« Le monde sera contraint de choisir entre deux formes de populisme : celui de droite ou celui de gauche. Le centre est en train de disparaître, c'est un fait. Donc, si vous devez ajuster votre philosophie d'investissement au fait que vous devez vous soucier des gens ordinaires, la voie à suivre semble évidente. Dans le cas contraire, vous aurez Jeremy Corbyn, Bernie Sanders, les Chávez, Allende et Castros de ce monde et nous avons déjà vu ce que fait le populisme de gauche ».

Bannon rejette les accusations de fascisme, « car ce dernier suppose l'adoration de l'État et sa fusion avec les intérêts économiques. Nous sommes les antifascistes qui cherchent à déconstruire l'État administratif. Nous sommes aussi des individualistes ». C'est le même fantasme qui a conduit les communicants de [Juntos por el Cambio](#) [en Argentine, ndlt], dont Jaime Durán Barba, Marcos Peña Braun et le fils du philosophe León Rozitchner, à présenter Macri comme un progressiste. Lors de la campagne électorale de 2019, Bannon a conseillé l'ancien officier militaire Juan Gómez Centurión et l'évangéliste Cynthia Hotton, ce qui lui a permis de démontrer qu'il n'est pas infaillible. Mais maintenant, il est revenu à son premier amour *Argento* [des argentins, ndlt].

La renommée de Bannon est née en 2016, lorsqu'il a conseillé la droite anglaise qui prônait l'abandon de l'Union Européenne, et le candidat étasunien vainqueur, Donald Trump, qui l'a nommé stratège en chef de la Maison Blanche. Mais cela n'a duré que sept mois là-bas : pour Bannon, Trump n'était pas tant à droite. La même chose s'est produite avec l'un des alliés les plus proches de Bannon, John Bolton. Trump l'a nommé conseiller à la Sécurité Nationale, d'où il a planifié une invasion militaire du Venezuela, convaincu qu'il déclencherait une insurrection populaire. Rien de tout cela ne s'est produit et Trump, qui semble fou mais que n'a pas un cheveux de l'imbécile, a renvoyé Bolton, qui a répondu à son dédain par un livre furibond.

Coup bas Inc.

Dans sa préhistoire, *Cambridge Analytica* avait agi dans d'autres pays, dont l'Argentine, en relation étroite avec Macri. Nix était son président, Bannon le vice. La société mère de *Cambridge Analytica* était [Strategic Communication Laboratories](#) ou SCL. La chaîne anglaise de télévision publique Channel 4 s'est intéressée à elle en raison de son rôle dans le Brexit. Bannon est ami avec [Nigel Farage](#), président du parti [UKIP](#), qui a dirigé la campagne séparatiste.

Nix a même parlé à n'en plus finir à un prétendu client potentiel sri-lankais. Il a expliqué qu'ils pouvaient soudoyer un adversaire politique et le filmer, lui envoyer de belles filles ukrainiennes pour le séduire, l'enregistrer dans des situations difficiles à expliquer, diffuser de fausses nouvelles sur les réseaux via des comptes créés à cet effet et qui n'étaient pas faciles à suivre et sans qu'on s'aperçoive que c'était de la propagande. Ce sont eux qui ont installé le surnom de *The Crooked Hillary* (la corrompue Hillary) pour disqualifier l'opposante démocrate de Trump à l'élection présidentielle de 2016.

Vidéo : « [Alexander Nix, PDG de Cambridge Analytica exposé par News4](#) »

Nix et plusieurs de ses collaborateurs se sont vantés auprès du prétendu client des opérations qu'ils avaient menées en Allemagne, aux Philippines, en France, au Mexique, au Brésil, en Angleterre, en Inde, en Italie, au Kenya, au Ghana, en Australie, en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie, au Nigéria, au Pakistan, Slovaquie, République

tchèque, Kosovo, Guyane, Gambie, Mongolie, Nigéria, Pérou, Trinité-et-Tobago et en Argentine, où ils ont explicitement mentionné Macri. Cela est indiqué dans le rapport publié par le comité d'enquête du Parlement Britannique qui a suivi le sujet.

208. Mark Turnbull described how they "ghosted in and ghosted out" of election campaigns.²³⁵ In a recorded telephone conversation with the Channel 4 reporter, Alexander Nix said that "we do incognito very well indeed, in fact we have many clients who never wish to have our relationship with them made public. [...] And, we're used to that, we're used to operating through different vehicles, in the shadows, and I look forward to building a very long-term and secretive relationship with you".²⁴³

209. When Alexander Nix first gave evidence to us, he described SCL's political work:

We have been running election campaigns since 1994. We take on a number of national elections every year. That could be three, four, five, six, seven elections across the world in every single year for prime ministers and presidents. That could be in Asia, Latin America, Europe, Africa or beyond. [...] We have a political division, but our political division is only, say, 20% or 25% of our entire business.²⁴⁴

210. The following election and referenda campaigns were mentioned by Mr. Turnbull and Mr. Nix, over the course of the Channel 4 meetings: Kenya, Kenyatta campaign 2013; Kenya, Kenyatta campaign 2017; Ghana 2013; Mexico; Brazil; Australia; Thailand; Malaysia; Indonesia; India; Nigeria; Pakistan; Philippines; Germany; England; Slovakia; Czech Republic; and Kosovo.²⁴² Ex-SCL employees have also mentioned: France; Guyana; Gambia; Germany; Italy; Kenya; Malaysia; Mongolia; Niger; Nigeria; Peru; St Kitts and Nevis; St. Lucia; and Trinidad and Tobago. SCL may also have worked on the Mayoral election campaign in Buenos Aires in 2015 for [Hauricio Masi](#), including delivering some target audience analysis work.²⁴³

Argentina

219. The Committee saw confidential evidence—a summary of a management meeting at SCL Group from 27 May 2015—in relation to an anti-Kirchner²⁷⁶ campaign in Argentina, describing "close proximity intelligence gathering efforts" and "information warfare", and the use of "retired Intelligence and Security agency officers from Israel, USA, UK, Spain, and Russia", and the creation of false Facebook and Twitter accounts to support the anti-Kirchner campaign.²⁷⁷ When questioned whether SCL Group had worked for an opposition party, or some other person interested in influencing politics in Argentina, against the Government, Alexander Nix replied, "That would be the appearance of that, yes".²⁷⁸

Le rapport soutient également que la Commission d'Enquête a vu des « *preuves confidentielles* » d'une réunion du 27 mai 2015, au cours de laquelle une campagne anti-Kirchner a été menée, consistant en :

- La collecte de renseignements,
- Guerre de l'information (information warfare)
- Recours à des agents de sécurité et de renseignement retraités d'Israël, des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Espagne et de Russie,
- Création de faux comptes *Facebook* et *Twitter* pour soutenir la campagne anti-Kirchner.

Lors d'un interrogatoire au Parlement Britannique, un député lui a demandé si l'entreprise avait travaillé pour un parti d'opposition ou pour une personne intéressée à influencer la politique antigouvernementale argentine. Nix a répondu évasivement, invoquant la confidentialité, mais puisque l'interrogateur avait la note interne avec le plan anti-Kirchner en vue, il a fini par admettre d'un : « *Oui, il semble que oui* »

Vidéo : « [CEO de Cambridge Analytica : nous travaillons en Argentine](#) »

PRO Alvear

Des rapports publiés dans *El Cohete a la luna* et dans *El Disenso* montrent que la relation de Nix avec l'Argentine est ancienne et étroite :

- Il a vécu ici à la fin des années 1990.
- Avec son ami l'homme d'affaires Lucas Carlos Talamoni Grether et avec Patrick Teroerde, il a formé une équipe de polo de handicap 4 qui participait à des tournois en Argentine et au Royaume-Uni.
- Ils ont également créé Black Soil, une société dédiée à l'ensemencement liquide, avec Talamoni comme directeur exécutif et Nix comme conseiller et investisseur, qui possédait également la société *offshore* « [Black](#)

[Soil Global Corp](#) », au Panama. Le gouvernement de Buenos Aires l'a présenté comme un modèle d'entrepreneuriat.

- Copropriétaire du *Haras Luna Talas*, Talamoni partageait avec Nix le siège de *Cambridge Analytica Argentina*, rue Arenales au 941.
- Nix a aussi été l'associé du joueur de polo Juan Pepa entre 2007 et 2010 dans la société *Rubirosa Ltd*, dédiée à la « *communication stratégique* ».
L'homme de la pampa, Pepa, domicilié à Londres, a également fondé l'association « *Pro Alvear* » avec Nix, qui a levé des fonds pour des oeuvres caritatives. Le parrain de « *Pro Alvear* » était Maurizio Macrì, et parmi ses membres, se trouvaient Javier González Fraga, Sergio Bergman et Toty Flores.

Devant la caméra cachée de Channel 4, Nix a recommandé de ne pas faire une campagne électorale basée sur les faits, car « les émotions comptent. Surtout, les peurs »

Les peurs

L'audio que vous pouvez écouter en espagnol [ici](#) [en esp, ndlt] satisfait cette assertion.

L'actrice qui parle en termes familiers aux *filles* d'un prétendu groupe *WhatsApp* s'identifie comme la mère d'une salariée d'un société de conseil, « *l'une des deux qui ont un accès direct au président* ».

Pour le rendre plus plausible, elle raconte qu'elle sort de la maison de sa fille et marche, alors on l'entend haleter alors qu'elle transmet son message urgent. Cette relation privilégiée serait à l'origine du terrifiant décalogue qui suit :

- Quiconque qui a des **dépôts à terme**, retirez-les maintenant.
- Les dollars, à la maison.
- Vous ne pourrez plus effectuer de virements en dollars entre les comptes.
- Déjà les sites internet où on peut acheter des dollars « bleu » sont bloqués , on pourra acheter seulement l'officiel.
* si vous en achetez, retirez les de la banque, car il va se passer comme en 2001 ou pire.
- Il y a 300 000 emplois perdus. Le laboratoire leur a dit ce qu'ils devaient faire pour éviter de passer un mauvais moment, c'est ce que je vous dis.
- La seule chose qu'ils ne peuvent pas toucher, c'est la caisse d'épargne. Pour les pauvres comme moi, il n'y a pas de problème, car comme il n'y a rien, ils n'ont rien à confisquer.
- Si cela vous concerne directement ou si vous avez des membres de la famille qui ont des dépôts à terme ou de l'argent réservé pour solder des opérations en dollars ou en pesos, il faut tout retirer et le mettre à la maison.
- Le gouvernement, quand la pandémie va commencer, qui a déjà commencé, confirmée par le président, va se nourrir des placements fixes, des coffres-forts, de tous les endroits où il y a beaucoup d'argent, ils vont le confisquer car le gouvernement fait faillite.

- L'objectif de ce message est que vous laissiez tout à la maison, les filles, et vos familles, vos amis, les personnes qui ont des dépôts à terme, de les laisser tomber et de prendre l'argent, les dollars déposés dans les banques retirez-les. L'argent à la maison, les filles, sinon c'est le gouvernement qui va le garder.

A également commencé à circuler un appel pour le 17 août, anniversaire de la mort de San Martín, poursuivant ainsi la politique d'appropriation des grandes dates nationales. Ceci est le texte, débordant d'illusions et de désirs imaginaires, à la lumière de la radicalisation et de la marginalité de leurs dernières manifestations publiques :

« NOUS COMMENÇONS DÈS AUJOURD'HUI !!! ET SI NOUS rassemblions UN MILLION ? [en manif] »

- « Le 20 juin, des milliers d'Argentins sont sortis pour manifester contre l'expropriation de Vicentín. La justice a agi et Alberto lui-même, après quelques bravades et cris, s'est détendu sur ce sujet »
- « Le 9 juillet, a dépassé le 20J. Et le même gouvernement qui criait et attaquait, à nouveau a parlé d'unité, a appelé à l'opposition, a commencé à répandre des rumeurs sur l'assouplissement de la quarantaine et a annoncé un plan économique pour notre sortie »
- « Je ne les crois pas, bien sûr. Je pense qu'ils continuent à vouloir bousiller nos vies pour rester vissé au pouvoir. Mais je crois que les mobilisations citoyennes les ont forcés à appuyer sur le frein. Tout comme le *cacerolazo* a arrêté la libération des prisonniers et les a fait reculer et faire volte-face »
- « Et si nous en rassemblions un million ? Si le 17 août on mettait un million de personnes dans la rue ? Que se passerait-il ? »
- « C'est possible. Nous l'avons fait le 19 octobre 2019. Et le 18 avril 2013. Et le 8 novembre 2012 »
- « Et ça sert. Cela sert parce que le péronisme terrifie les gens dans la rue. Cela sert parce qu'ils ne peuvent pas se mobiliser sans prébendes, ni bus. Cela sert parce que cela démystifie le mythe du gouvernement populaire. Cela sert parce qu'avec un million sur les routes, aux coins des rues, sur les places, ils ne peuvent pas soutenir le récit de que seules l'opposition et las élégantes de La Recoleta protestent ».
- « Cela sert, surtout, parce que les médias et la justice parient sur le cheval gagnant. Malgré des années de plaintes, quand les affaires contre CFK ont-elles commencé à avancer ? Après la défaite électorale de 2013. Quand ont-ils commencé à ralentir ? Quand, en raison de la crise de 2018, l'image de Macri a commencé à s'user »
- « Nous devons montrer au journalisme et aux juges que, même s'il continue de gouverner, le Kirchnerisme a déjà perdu. Qu'ils peuvent avoir de l'autorité, mais ils n'ont plus de pouvoir »
- « Faisons une autre manifestation de un million. Commencez à contacter vos amis. Rassemblez des personnes. Convincez les. Écrivez un *WhatsApp* à cette personne que vous n'avez pas vue vu depuis longtemps. Expliquez pourquoi et pourquoi »
- « Soyons un million dans les rues. Soyons deux millions. Nous sommes tellement nombreux, mais tellement nombreux, qu'il n'y a plus de mensonge capable de les soutenir »
- « Les bons, nous sommes plus. Faisons en sorte de le montrer ».

Les rêves sont des rêves

Rien de tout cela n'a de corrélation avec la réalité. Les dernières mobilisations dans ce secteur ont été rachitiques, de sorte que les médias commerciaux qui les soutiennent n'ont pu publier que des images au niveau du sol, pour masquer leur petitesse. Ce qui a augmenté, c'est leur colère. Le *Frente Renovador* a publié un rapport sur l'hyperactivité des *trolls* macristes à l'heure des drapraux du 9 juillet, dont l'un des [hashtags fut #MacriPresidenteYa](#).

Argentine : « Harcèlement et chute » La feuille de route du plan Bannon

Mais en plus, ils ont attaqué Horacio Rodríguez Larreta, considéré comme un traître pour avoir maintenu une relation de coopération avec le gouvernement national en relation avec la pandémie, et sa collaboratrice *La Bonne Fée* [María Eugenia Vidal], pour avoir dénoncé l'attaque contre des journalistes de la chaîne C5N.

Un député de *Cambiemos* est allé encore plus loin :

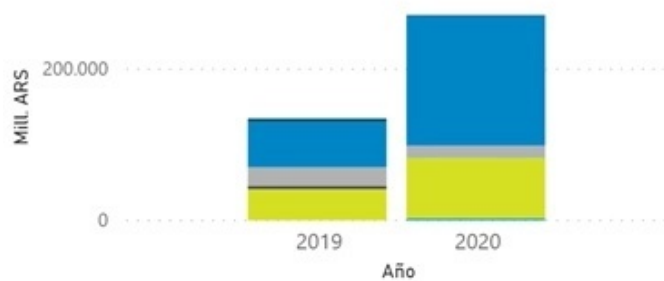


Il a ensuite dit que c'était une erreur involontaire

Loin de tout risque de fuite, le ministère de l'Économie, la Banque centrale et la Commission nationale des valeurs mobilières, ont réalisé une augmentation notable des placements en pesos, tant en dépôts bancaires qu'en titres. Les chèques, qui au cours du dernier semestre du gouvernement Macri ont été négociés à plus de 45%, le sont maintenant à une moyenne de 26,5% et s'ils sont approuvés par une société de garanties réciproques, à 24%. Le dernier rapport de la CNV indique que le financement accumulé au premier semestre s'est élevé à 271 640 millions de pesos, 102% de plus qu'à la même période de l'année précédente. Les obligations négociables ont été émises pour 188% de plus et les chèques de paiement différé (avec lesquels les PME sont financées) pour 94% de plus. L'accumulation des 12 derniers mois a atteint 462 350 millions de pesos, 130% de plus que l'année précédente. Mesurée en dollars US, la variation est positive de 55% (7 953 millions contre 5 141 millions de dollars).

Monto acumulado al mes vigente

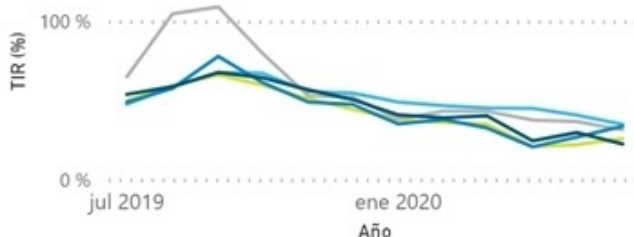
INSTRUMENTO ● ACC ● CPD ● FCE ● FCIC ● FF ● ON ● PAG



Le financement s'accroît

Evolución mensual costo de financiamiento

INSTRUMENTO ● CPD ● FCE ● FF ● ON ● PAG



Et cela réduit son coût

Investissement public et privé

Lors de plusieurs réunions au cours de la semaine dernière, le gouvernement a analysé une série de mesures visant à relancer l'économie. Une liste de près d'une centaine d'initiatives a ensuite été réduite de moitié. Et hier Fernández a travaillé avec une partie du cabinet économique sur l'axe informatique : d'une part, augmentation des investissements publics, dans les petits travaux à travers le pays ; de l'autre, des incitations à l'investissement privé. Parmi eux, des allègements fiscaux et des crédits à taux négatif, mais en aucun cas un nouveau blanchiment, dont la mention suggérée par divers intervenants irrite le président. De même, le moratoire déjà envoyé à la Chambre des députés n'admettra pas que les plus grands bénéficiaires distribuent des dividendes ou achètent des dollars. Au Sénat, le décret de Macri qui, avec le soi-disant taux forfaitaire, a tenté de cacher le prélèvement, sera annulé. La semaine qui commence demain, ou la prochaine, le projet de contribution extraordinaire des grandes fortunes sera présenté aux députés. Kirchner l'a retardé en attendant d'obtenir des retournements au sein de *Juntos por el Cambio* pour s'assurer une majorité confortable et non exigüe.

KULFAS

Ministro de Desarrollo Productivo

NOMBRA A MACRISTAS

Leticia Nicole Paganotti Di Prinzio
Directora de Contrataciones y Compra
Ex funcionaria macrista que formó parte de los gabinetes Aranguren y del ex secretario de Energía, Gustavo Lopetegui. Vocal de la agrupación política de Elisa Carrío en el partido de San Martín.

Mariano Santillán
Director de Inspecciones y Seguridad
Ex Director Ejecutivo de la Agencia de Residuos de la intendencia de Pilar que encabezó Nicolás Ducoté.

Daniel Francisco Rigou
Director Nacional de Refinación y Comercialización
Rigou integró la lista de Cambios y el PRO, ocupando el segundo lugar entre los candidatos de ese espacio en Graduados de la Facultad de Ingeniería de la UBA.

L'un des responsables de l'organisation des annonces économiques en préparation est le ministre du Développement productif. Mais Matías Kulfas ne les a pas toutes avec lui. Un *tract* anonyme lui reproche la nomination de plusieurs responsables macristes.

Ce sont des péchés mineurs, comparés à ceux de Guillermo Nielsen, qui pourrait se retrouver en justice pour son ingénierie dans les négociations du ministère de l'Économie avec les créanciers obligataires de l'Argentine. L'envoi du projet de loi qui établit les mêmes conditions pour ceux qui ont des obligations en dollars sous la loi argentine, tend à montrer que la dernière offre, qui expire le 4 août, est inébranlable, n'en déplaie au président de YPF.

Les conclave d'Olivos ont également analysé qui seraient les porte-parole des mesures, afin que tout le travail ne se concentre pas sur le président, ce qui inclurait une touche féminine. Mais il n'agira pas non plus avec une hâte non nécessaire : les rythmes de la pandémie donnent le temps de terminer l'étude des projets avant de les communiquer.

L'explication de Kulfas

Le ministre du Développement Productif a fait référence ainsi au tract :

« Cher Horacio. J'espère que tu vas bien.

Ce matin, comme chaque dimanche matin depuis 25 ans, j'ai commencé à lire ta chronique du dimanche. J'ai été désagréablement surpris de voir que tu avais relaté une opération fabriquée qui circule dans les caniveaux des réseaux sociaux et des sites Web de réputation douteuse, dans laquelle ils ont mis une photo de moi avec des symboles et des éléments de communication du PRO, et Je suis accusé d'avoir nommé des personnes de cette force politique au sein du ministère du Développement productif.

En raison du respect et de l'admiration que j'ai pour ton travail, je choisis de ne pas me fâcher et je préfère t'expliquer pourquoi je pense que ce *flyer* est une opération fabriquée, typique de la méthodologie Durban-Barbista de ces dernières années, une version subtropicale du Goebbelisme.

La première personne mentionnée dans ce dépliant travaille depuis un certain temps dans le secteur administratif du ministère de l'Énergie. Elle n'a pas le poste qu'on lui attribue en tant que directrice des contrats et des achats, ni aucun poste dans la structure. Étant donné que les nominations à ce niveau sont publiées au Journal officiel, une simple recherche en ligne aurait suffi pour corroborer que ces informations sont fausses.

Le troisième des noms est en effet le directeur du raffinage et de la commercialisation au sein du sous-secrétariat aux hydrocarbures. C'est un professionnel qui a travaillé pendant de nombreuses années à YPF. Nous avons consulté le PDG actuel de YPF, Sergio Affronti, qui nous a donné de très bonnes références à propos de cette personne en termes de qualités techniques et d'honnêteté, et nous sommes ravis qu'il puisse occuper cette place au sein du ministère de l'Énergie. Dans le *flyer*, il est accusé d'avoir participé à une liste du PRO aux élections de du collègue des diplômés de la faculté d'ingénierie de l'UBA. Je regrette de ne pas avoir eu le temps d'enquêter et être conscient des réseaux politiques qui existent dans nombre de facultés et de sociétés de développement en Argentine. Je ne connais pas les données et cela semble hors de propos.

Le second cas occupe un poste à un niveau encore plus bas que celui de directeur. Il est vrai qu'il avait un poste de troisième ligne dans la municipalité de Pilar, de même qu'il a eu également un poste technique dans la municipalité d'Avellaneda, sous la direction de Ferraresi, et aussi dans la province, dans les deux cas sous des gestions

péronistes, force politique dont il se sent faire partie. Je précise également qu'en raison de leur rang et du type de tâches qu'ils accomplissent, je ne connais personnellement aucun des trois. Pour des raisons fonctionnelles, mes relations quotidiennes sont avec les secrétaires et sous-secrétaires du ministère, qui ont été nommés selon des critères politiques, en plus de l'aptitude technique nécessaire.

En bref, nous parlons d'informations partielles, dans certains cas directement fausses et dans tous les cas tendant à conduire, dans le style Goebbel-Duranbarbiste, à l'erreur d'appréciation. Au fond, dans tous les cas, qu'il s'agisse du réel et de l'inventé, il s'agit de situations techniques de quatrième, cinquième et même sixième ligne, avec des fonctions purement techniques et d'exécution, sans aucune définition de politique public.

Horacio, j'ai travaillé toute ma vie à l'AFIP, au ministère de l'Économie, au ministère de l'Industrie, au Département du développement économique de la municipalité, à *Banco Ciudad*, à *Banco Nación* et à *Banco Central*. Dans la moitié de ces postes, je l'ai fait avec un profil purement technico-opérationnel, dans l'autre moitié, avec des positions politiques. Je connais parfaitement la différence. Dans l'État national, hors universités, il y a un peu plus de 500 000 fonctionnaires. La grande majorité d'entre eux ne sont pas des militants. Ce sont des professionnels et des techniciens spécialisés dans certaines matières et ce sont ceux qui soutiennent de manière opérationnelle l'administration publique. Parfois bien, parfois mal. La plupart d'entre eux sont honnêtes et efficaces. Parfois, ils votent pour le péronisme, d'autres pour le radicalisme et ils ont également voté pour Macri, comme le reste de l'Argentine.

La construction d'une Argentine juste nécessite un État très actif, avec des politiques publiques qui ne sont pas définies à ces niveaux de gouvernement, mais de celui de sous secrétaire vers le haut. Et ils nécessitent, de manière indispensable, d'avoir des lignes techniques qui savent interpréter et mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour avancer dans ces processus de transformation, qui ont la mémoire historique de l'administration et l'honnêteté et l'efficacité pour avancer. Je n'ai jamais demandé à un technicien pour qui il a voté, je lui demande juste de travailler honnêtement et efficacement. Je peux te donner des dizaines d'exemples sur la nécessité de lignes techniques qui ont une plus grande continuité, en plus desquelles, en revanche, et dépassant désormais le cadre de la fausse accusation du flyer, la stabilité des salariés est un droit inscrit dans l'article. 14 bis de la Constitution nationale, précisément dans le but d'éviter que la nomination du personnel ne devienne un terrain de chasse pour l'opportunisme politique à court terme, et afin de privilégier la construction des capacités de l'État à moyen et long terme (encours de dette dans notre pays, sans aucun doute).

J'espère avoir clarifié la question, mais s'il est nécessaire d'en dire plus, je suis à ta disposition.

Amitiés, Matías Kulfas. »

Horacio Verbitsky* pour [El Cohete a la luna](#)

[El Cohete a la luna](#). Buenos Aires, 19 juillet 2020.

* **Horacio Verbitsky**. Ecrivain, chercheur et journaliste argentin. Il préside aujourd'hui le [Centro de Estudios Legales y Sociales](#) (CELS) et integrante de la junta directiva de la división latinoamericana de la ONG *Human Rights Watch/Américas*.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 22 de juillet de 2020

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Bannon attribue à Ignacio de Loyola de rester sobre depuis deux décennies